

L'économie face aux langues

François Grin, Université de Genève

L'approche économique de la diversité des langues recouvre une vaste panoplie de questions, qu'il convient de sérier tout en les distinguant des perspectives sociolinguistiques sur le multilinguisme au travail.

L'économie des langues s'intéresse à l'influence réciproque entre variables économiques (E) et linguistiques (L): par exemple, le niveau des compétences en langues étrangères a-t-il un impact sur le salaire (LE)? Le commerce international influence-t-il la diffusion de certaines langues (EL)? Elle étudie aussi les politiques linguistiques. Le caractère économique de l'examen tient alors surtout à l'angle analytique: en économie, la politique linguistique sera abordée en termes d'efficacité («les ressources matérielles et symboliques mises en œuvre en politique linguistique sont-elles judicieusement employées?») et d'équité («la répartition des ressources matérielles et symboliques résultant de la politique linguistique est-elle équitable?»). Cette démarche confère à l'économie des langues un rôle de premier plan dans la sélection et le «design» des politiques linguistiques. Elle nous rappelle aussi que l'analyse économique ne porte pas que sur les valeurs matérielles ou financières, mais aussi sur les valeurs intangibles ou symboliques, car celles-ci sont pertinentes dans la comparaison entre différents scénarios.

Le rôle des langues dans l'activité économique

L'économie des langues englobe donc le champ, plus restreint, qu'on pourrait appeler «langues et économie», voire «langues dans l'économie», qui s'intéresse au rôle des langues dans l'activité économique, à savoir les processus de production, d'échange et de consommation, qui donnent naissance à la valeur ajoutée comptabilisée dans un agrégat tel que le produit intérieur brut (PIB). Des variables économiques telles que coûts, prix ou profit y sont donc présentes et l'analyse visera à quantifier l'effet, sur ces variables, de telle ou telle compétence ou pratique linguistique. Ce questionnement se différencie donc des travaux sociolinguistiques qui visent, eux, à décrire les pratiques multilingues dans l'activité économique, notamment sur le lieu de travail. Ils fournissent une ethnographie des langues en contexte professionnel, mais ne font en général pas intervenir de variables ou de processus économiques.

La valeur ajoutée

La question des langues dans l'économie soulève celle de la valeur ajoutée associée à des variables linguistiques, ce qui recouvre des phénomènes très variés. Selon que la valeur ajoutée ainsi créée échoit à un individu ou à un groupe (de la petite équipe de travail à un pays tout entier), on parlera respectivement de valeur du plurilinguisme ou du multilinguisme. L'accent étant mis sur

l'estimation quantitative, l'analyse requiert une démarche statistique qui nécessite des données chiffrées, représentatives et détaillées portant sur un nombre approprié d'observations. Les bases de données qui réunissent ces trois conditions sont assez rares, mais la Suisse est l'un des pays où une série d'enquêtes a permis d'effectuer certaines estimations, dont voici quatre résultats majeurs:

- A niveau de formation et d'expérience professionnelle similaires, les compétences en langues nationales sont rémunératrices, et cela de façon symétrique entre la Suisse romande et alémanique avec une prime d'environ 14% pour les hommes (pour les femmes, les chiffres sont similaires mais pas forcément statistiquement significatifs). Les taux de rendement sont plus élevés en Suisse italienne.
- Les compétences en anglais rapportent un peu plus en Suisse alémanique (18%) qu'en Suisse italienne (12%) ou romande (10%).
- Les langues protègent contre le licenciement: en cas de hausse des salaires amenant les employeurs à comprimer les effectifs, les bilingues (même plus chers) sont deux fois moins susceptibles que les monolingues de perdre leur emploi.
- Les données sur les compétences en langues non maternelles peuvent être considérées comme un facteur de production, la contribution correspond à environ 10% du PIB de la Suisse.

L'auteur

François Grin



François Grin est professeur d'économie à la Faculté de traduction et d'interprétation (FTI) de l'Université de Genève. Spécialiste de l'économie des langues et de l'évaluation des politiques publiques de gestion de la diversité linguistique et culturelle, il est l'auteur de nombreux travaux dans ces domaines. Il dirige le projet Mobilité et inclusion

dans le multilinguisme européen (MIME), financé par la Commission européenne, qui rassemble 25 équipes où sont représentées une dizaine de disciplines différentes.

Références

Pour aller plus loin

- Gazzola, M. & Wickström, B.-A. (dir.), 2016: *The Economics of Language Policy*. Boston: MIT Press.
- Grin, F., 1999: *Compétences et récompenses. La valeur des langues en Suisse*. Fribourg: Editions universitaires.
- Grin, F., Sfreddo, C. & Vaillancourt, F., 2010: *The Economics of the Multilingual Workplace*. Londres: Routledge.